

Vente 24H/24 dans les shops : la droite tente de crocher la crémaillère d'une libéralisation pure et dure à l'américaine.

Stoppons cet engrenage dans l'œuf !

M. Schneider-Amman présente cette réglementation des magasins de stations-service comme anodine et sans conséquence. Il suffit pourtant de voir la rafale d'interventions parlementaires qui attendent d'être traitées pour être au clair sur les véritables objectifs de la droite : elle pratique la politique du salami pour atteindre son but ultime, la libéralisation complète des heures d'ouverture des magasins.

L'initiative Lüscher sur laquelle nous sommes appelés à nous prononcer le 22 septembre n'avait pas fini son parcours dans les deux chambres, que déjà deux nouvelles interventions parlementaires étaient déposées :

- Le Conseiller aux Etats PDC Filippo Lombardi signait une motion acceptée par la majorité de droite, pour uniformiser **l'ouverture des magasins de 6h à 20h la semaine et de 6h à 19h le samedi**.
- Pour ne pas être en reste, le sénateur PLR tessinois Fabio Abate demande par motion **d'étendre la définition de zones touristiques, ce qui signifie possibilité d'ouverture le dimanche** : gageons que dans leur tête, toute la Suisse est touristique, les vallées, les montagnes, les villes !
- Les Verts libéraux, ne voulant pas être en reste, souhaitent, par une motion déposée en 2012 et pas encore débattue au Conseil national, supprimer l'interdiction de travailler la nuit et le dimanche pour tous les commerces et toutes les entreprises de service d'une superficie jusqu'à 120 m².
- Des tentatives du même style sont intervenues à 15 reprises dans les cantons depuis 2006, rejetées dans 90% des cas en votation populaire (13cas sur 15).

Prétendre que cette votation est anodine et ne fait que régler une anomalie mineure dans la vente de certains produits pendant les heures nocturnes est une analyse pour le moins légère de la situation : c'est vouloir consciemment oublier l'arrogance de la droite et son calendrier limpide. Elle souhaite une marche forcée et rapide vers une libéralisation des heures de tous les magasins, synonyme de dérégulation des conditions de travail. Plus vite nous stopperons cette marche infernale vers un libéralisme pur et dur, qui a fait déjà assez de dégâts dans d'autres secteurs de l'économie, mieux ce sera !

Nous ne voulons pas nous laisser entraîner vers un monde où seule la consommation débridée est la règle, alors que les salariés voient leurs conditions de travail se détériorer, la flexibilisation poussée à l'extrême, et leurs salaires stagner. A qui tout cela profite-t-il au final ? Pas aux travailleurs et travailleuses ni à la majorité de la population, qui souhaitent les uns et les autres pouvoir vivre harmonieusement leur activité professionnelle, la vie de famille et les loisirs.

Stoppons cette dérive et cassons cet engrenage dans l'œuf par un NON sec et sonnante le 22 septembre!

Josiane Aubert, conseillère nationale, vice-présidente de Travail.Suisse